

DECISION MUNICIPALE

N°2023_010,

Objet : Désignation d'un avocat

Le Maire de SAINT-MARCELLIN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122.22.

Vu la délibération N°2020_040 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Saint-Marcellin a délégué à son Maire sans aucune réserve et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes matières énumérées à l'article susvisé,

Considérant que par une requête en date du 23 décembre 2022 Monsieur et Madame DOGAN demandent l'annulation de la décision de préemption en date du 26 octobre 2022.

Considérant la nécessité de défendre les intérêts de la commune et de répondre à ladite requête,

DÉCIDE

Article 1er :

Le Maire représentera la commune de Saint-Marcellin dans les contentieux ci-avant mentionné devant toutes les juridictions compétentes.

La commune sera assistée par la SCP FESSLER JORQUERA & ASSOCIES, Avocats au barreau de Grenoble, 2, square Roger Genin 38000 GRENOBLE.

Article 2. :

Est décidé d'autoriser le règlement des frais et honoraires relatifs aux dits actes et procédures.

Article 3. :

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et un extrait en sera affiché à la porte de la Mairie. Un compte-rendu de la présente sera effectué lors de la prochaine séance du Conseil Municipal.

.../...

DECISION MUNICIPALE

N°2023_010, suite.

Article 4. :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Expédition en sera adressée à Monsieur Le Préfet de L'Isère.

Saint-Marcellin, le 17 janvier 2023.

**Le Maire,
Raphaël MOCELLIN**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Raphaël MoCELLIN', written over a horizontal line.

**Rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 19 janvier 2023
Et affichage le 19 janvier 2023**